

## Décision arbitrale visant la Bibliothèque du Parlement

La décision arbitrale touchant les membres de l'ACEP de la Bibliothèque du Parlement a été rendue le 1er février 2013. Nous n'avons pas été en mesure d'atteindre notre objectif le plus important, soit rétablir la relativité salariale entre les analystes, lesquels composent 85 % de l'unité de négociation, et les greffiers à la procédure et de comité de la Colline du Parlement. Par contre, nous avons réussi à apporter un certain nombre d'améliorations importantes à la convention collective dans son ensemble.

Après des années d'incitation par l'Association, la Bibliothèque a enfin honoré les modalités de la Lettre d'entente et réalisé un projet de classification en 2011 afin de répondre aux enjeux de relativité soulevés par l'ACEP. En 2005, la Bibliothèque avait reconnu la nécessité de rétablir la relativité, mais ne pouvait le faire en raison des compressions budgétaires du temps. Cette classification a obligé les parties à négocier une structure salariale équitable, comme la Chambre des communes et le Sénat l'avaient fait après leurs projets de classification. L'Employeur n'a demandé aucuns fonds supplémentaires dans son budget annuel pour absorber le coût de la conversion des postes et n'a même déposé aucune proposition salariale pour fixer les salaires des employés qui joignent l'unité de négociation au Bureau du directeur parlementaire du budget.

*Nous savions en allant en arbitrage que nous partions de loin pour convaincre une troisième partie d'ajuster les taux salariaux en se fondant sur un argument de classification, a déclaré Hélène Paris, la négociatrice de l'ACEP. L'employeur ne nous a laissé d'autre choix que de renvoyer à l'arbitrage une affaire qui aurait été facilement résolue une fois pour toutes à la table de négociation, à un coût minimal pour l'Employeur. Nous savions que le conseil arbitral hésiterait à imposer une nouvelle structure salariale aux parties, en particulier lorsque l'on sait à quel point il est difficile de gagner des différends salariaux à partir d'arguments de classification.*

L'ACEP est très heureuse que le conseil arbitral ait accédé à toutes les autres demandes qu'elle cherchait à obtenir :

- Le nouveau libellé concernant le perfectionnement professionnel énonce qu'il revient aux gestionnaires de promouvoir activement les possibilités de carrière et de prendre toutes les mesures possibles pour offrir de telles possibilités;
- Tout employé obligé d'exécuter les fonctions d'un poste de niveau supérieur de façon temporaire mais significative recevra une rémunération de suppléance après trois jours de travail consécutifs. De plus, la distinction entre un poste à l'intérieur ou à l'extérieur de l'unité de négociation a été supprimée;
- La définition du congé non payé pour soins à la famille a été élargie;
- Une politique de télétravail doit être élaborée en consultation avec l'ACEP dans les cent quatre-vingts jours suivant la décision arbitrale.

Le conseil arbitral n'a accordé aucune des concessions demandées par la Bibliothèque du Parlement, à l'exception de l'indemnité de départ. Notons en particulier que le conseil n'a pas accepté le libellé de l'Employeur concernant l'horaire de travail. Par conséquent, notre grief de politique sera entendu en arbitrage où nous aurons l'occasion de clarifier notre position sur la semaine de travail réduite et d'obtenir des recours.

Nous nous attendions à ce que le conseil arbitral confirme la tendance bien établie concernant la perte de l'accumulation des années de service dans le calcul de l'indemnité lors du départ à la retraite ou de la démission et qu'il emploie le même libellé que celui des autres conventions. Toutefois, le conseil a accepté à la preuve présentée par l'ACEP au sujet du coût de cette concession et accordé une indemnité supplémentaire comme compensation. Il a accordé une hausse de 0,5 % à la seconde année d'application de la convention collective plutôt qu'à la troisième, contrairement à ce que l'employeur proposait. Le montant du paiement rétroactif est donc supérieur à ce qu'il aurait pu être. De plus, un congé payé unique de 35 heures remplace les dispositions relatives au congé pour mariage.

Voici les hausses salariales qui ont été accordées :

- un ajustement salarial de 1,75 % avec effet rétroactif au 16 juin 2011;
- un ajustement salarial de 2 % avec effet rétroactif au 16 juin 2012;
- un ajustement salarial de 1,5 % qui entrera en vigueur le 16 juin 2013.

[Pour connaître les gains particuliers remportés à la table de négociation avant la décision, cliquez ici.](#)

*Nous sommes déçus de constater que le conseil arbitral n'a pas réglé les problèmes bien documentés des compressions et de la rétention, a ajouté Hélène Paris. En ce qui concerne les compressions – lorsqu'il est promu, l'analyste de niveau 2 qui se trouve au maximum de l'échelle arrive directement à l'échelon le plus élevé d'analyste de niveau 3. Au sujet de la rétention – les deux tiers des membres ont quitté leur emploi au cours des deux dernières années. L'ACEP a l'intention de veiller à ce que ces questions soient totalement réglées au cours de la prochaine ronde de négociation.*

L'ACEP offre ses plus sincères remerciements à l'équipe de négociation, composée de Nathalie Pothier, Sonya Norris, Dominique Valiquet et Alex Smith (qui a remplacé Allison Goody), pour leur collaboration, leur dur labeur, leur dévouement et leur appui.

[Vous pouvez consulter la décision ici.](#)